

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre des Communications et des Entreprises publiques, le 25 janvier 1995, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "relatif à l'agrément des services techniques d'entretien d'aéronefs suivant les conditions des normes communes de référence JAR 145", a donné le 5 juillet 1995 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 25 januari 1995 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "inzake erkenning van de technische diensten voor onderhoud van luchtvaartuigen volgens de voorwaarden van de gemeenschappelijke referentienormen JAR 145", heeft op 5 juli 1995 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Selon l'article 3 du règlement (CEE) n° 3922/91 du Conseil du 16 décembre 1991 relatif à l'harmonisation de règles techniques et de procédures administratives dans le domaine de l'aviation civile, "les règles techniques et procédures administratives communes applicables dans la Communauté pour les domaines visés à l'annexe II sont les codes correspondants figurant dans ladite annexe et en vigueur le 1er janvier 1992" (1).

Parmi les codes énumérés dans cette annexe figure le "JAR 145 Approved Maintenance Organisations", relatif aux organismes d'entretien agréés; le document auquel ce code fait référence est publié dans le Journal officiel des Communautés européennes n° C 297 du 25 octobre 1994.

La plupart des normes consignées dans ce document semblent devoir être appliquées sans qu'il soit requis des autorités nationales qu'elles les complètent, pour permettre leur exécution, de mesures réglementaires confiées à leur appréciation et destinées à ne recevoir application que dans les limites de leur souveraineté; directement applicables en vertu de l'article 189, alinéa 2, du Traité instituant la Communauté européenne, puisque leur application est imposée par un règlement, ces normes sont conçues comme complètes et

(1) Cet article réserve cependant l'application de l'article 11, qui établit la procédure permettant à la Commission d'apporter auxdites règles et procédures communes les modifications rendues nécessaires par le progrès scientifique et technique.

s'intègrent donc dans l'ordre interne sans pouvoir y faire l'objet d'une forme quelconque de réception ni donner lieu à des dispositions de portée générale destinées à en assurer l'exécution.

Il n'en va cependant pas ainsi de toutes les prescriptions JAR 145; certaines d'entre elles sont formulées de telle manière qu'elles peuvent se comprendre comme réservant aux autorités nationales le soin d'adopter des règles complémentaires laissées à leur appréciation (2).

La section de législation n'est cependant pas en possession des éléments qui permettraient de déterminer,

-
- (2) Le JAR 145.5 fait ainsi état de procédures d'agrément ou d'approbation approuvées par l'autorité, d'une "procédure acceptable pour l'autorité", de la conformité à une "définition approuvée" ou à des "normes approuvées"; le JAR 145.15, d'un formulaire et de modalités "prescrits par l'autorité", des droits "prescrits par l'autorité"; le JAR 145.30, de responsables, de règles, d'une procédure et d'une formation "acceptables pour l'autorité"; le JAR 145.40, b, de "règles acceptables pour l'autorité"; le JAR 145.45, b, d'une "procédure acceptable pour l'autorité"; le JAR 145.55, a, de l'enregistrement des travaux accomplis "sous forme acceptable pour l'autorité"; le JAR 145.60, b, d'"un formulaire et d'une manière prescrits par l'autorité"; le JAR 145.65, de procédures et de systèmes "acceptables pour l'autorité"; le JAR 145.75, c, de "conditions spécifiées par une procédure acceptable pour l'autorité", et le JAR 145.85, b, permet à l'autorité de définir les conditions dans lesquelles l'organisme agréé JAR 145 peut continuer à fonctionner dans les circonstances visées, ou de décider que l'agrément doit être suspendu.

.../...

d'abord, quelles sont les règles complémentaires qui ont déjà été arrêtées par le "Joint Aviation Authorities" (J.A.A.);

ensuite, si de telles règles constituent bien des "règles techniques et procédures administratives communes" au sens de l'article 3 du règlement précité;

enfin, quelles sont les règles complémentaires que les autorités belges devraient élaborer.

La section de législation n'est donc pas en mesure de vérifier si le projet d'arrêté qui lui est soumis n'est pas en partie superflu, voire en contradiction, avec les règles complémentaires qui auraient déjà été arrêtées par le J.A.A. Elle n'est pas davantage à même de vérifier si le projet contient toutes les mesures de droit interne qu'il incombe, en l'état actuel, à l'autorité nationale d'élaborer pour assurer l'application des normes que le règlement rend directement applicables dans les Etats membres.

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil d'Etat n'est pas non plus en mesure de se prononcer sur le point de savoir si toutes les normes qu'il appartient à l'autorité belge de prendre peuvent l'être sous la forme d'un arrêté ministériel.

C'est sous le bénéfice de cette observation générale qu'il est procédé à l'examen du projet.

.../...

EXAMEN DU PROJET.Intitulé.

Celui-ci sera rédigé plus simplement comme suit :

"Arrêté ministériel relatif à l'agrément des services techniques d'entretien d'aéronefs suivant les normes communes de référence JAR 145".

Préambule.Alinéa 1er.

Il y a lieu de le rédiger ainsi qu'il suit :

"Vu le Traité instituant la Communauté européenne, signé à Rome le 25 mars 1957 et approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment l'article 84, paragraphe 2, modifié par l'Acte unique européen des 17 et 28 février 1986, approuvé par la loi du 7 août 1986;"

Alinéa 4.

De l'accord du fonctionnaire délégué, cet alinéa doit être rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 15 mars 1954 réglementant la navigation aérienne, notamment les articles 20, § 2, 21,

.../...

alinéa 3, et 22, § 2, modifiés par l'arrêté royal du 15 avril 1971;".

Alinéa 5.

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 5, il y a lieu de remplacer le mot "deze" par le mot "dezer".

Dispositif.

Articles 1er et 3.

1. Les articles 20, § 2, alinéa 4, et 22, § 2, alinéa 3, de l'arrêté royal du 15 mars 1954 réglementant la navigation aérienne disposent comme suit :

"Le Ministre ou son délégué accorde l'agrément. Il la refuse, la suspend, la retire ou en restreint la portée par décision motivée.".

Il ne convient pas de reproduire ces règles dans l'arrêté ministériel dont l'objet est de déterminer les conditions d'agrément des organismes d'entretien.

Celui-ci devrait en revanche attribuer, comme le permettent les dispositions précitées, les délégations nécessaires des diverses compétences appelées à s'exercer dans le cadre des procédures administratives JAR 145, et éventuellement désigner les catégories d'agents chargés d'assurer les contrôles inhérents à l'application du règlement.

.../...

S'il paraît en effet adéquat que l'agrément soit accordé, suspendu, retiré ou restreint par le ministre lui-même, il serait en revanche mal approprié que son intervention soit requise, notamment, pour chacune des approbations prévues par les procédures JAR 145.

La répartition des compétences intervenant dans la mise en oeuvre de ces procédures ne peut être réglée que par l'arrêté ministériel, qui est à cet égard lacunaire; les articles 1er et 3 doivent être fondamentalement revus en conséquence; il serait, ce faisant, préférable d'éviter les formulations susceptibles d'être comprises comme des attributions de compétences concurrentes au ministre et à certains de ses subordonnés.

2. Selon l'article 1er, l'organisme d'entretien doit, pour être agréé et le demeurer, satisfaire "aux exigences du règlement JAR 145 et de ses circulaires d'application (organisations d'entretien approuvées)".

La règle selon laquelle les conditions de l'agrément correspondent aux "règles techniques et procédures administratives communes" auxquelles il est fait référence sous le code JAR 145 découle du susdit règlement n° 3922/91, dont les dispositions directement applicables ne peuvent même être reproduites dans une réglementation nationale, puisqu'elles constituent des règles communautaires uniformes.

.../...

Le texte en projet doit donc se limiter à arrêter les mesures nationales complémentaires requises pour permettre la mise en oeuvre effective dans l'ordre interne des règles et procédures qui y sont directement applicables en vertu de l'article 3 du règlement précité. Comme il a été dit dans l'observation générale, la section de législation n'est pas en possession des éléments lui permettant d'apprécier quelles sont les mesures nationales qui doivent ainsi être adoptées.

Article 2.

1. Pour ce qui concerne la première phrase, il est fait référence à l'observation générale.

2. Quant à la deuxième phrase qui est relative à la reconnaissance par l'autorité belge de certificats délivrés par les autorités d'autres Etats membres de l'Union Européenne ou dans d'autres Etats liés aux normes et procédures communes JAR 145 par des accords internationaux, elle est superflue, la question étant réglée par l'article 7 du règlement précité n° 3922/91 en ce qui concerne les premiers et par la norme JAR 145.10 pour les seconds. Cette deuxième phrase doit être omise.

.../...

Article 4.

L'alinéa 2 prévoit la possibilité d'obtenir la prolongation (3) de l'agrément (4) délivré aux conditions établies par l'arrêté ministériel du 16 avril 1971 fixant les conditions d'agrément des services techniques de maintenance des aéronefs, que l'article 5, § 4, du projet a pour objet d'abroger, pourvu qu'une demande en ce sens soit introduite avant l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet (5); cette prolongation serait accordée aux mêmes conditions, c'est-à-dire celles établies par l'arrêté ministériel précité.

Une telle faculté est incompatible avec les prescriptions JAR 145.3 (6), desquelles il résulte que les organismes chargés de l'entretien des aéronefs et éléments d'aéronefs doivent, au plus tard le 31 décembre 1994, dans leur ensemble, se conformer au JAR 145.1, ce qui implique qu'ils ne peuvent délivrer l'"approbation pour remise en service" requise pour le vol s'ils ne sont ni titulaires d'un agrément JAR-145 ni acceptés conformément au JAR 145.10, d ou f.

(3) La durée de la prolongation n'est pas précisée.

(4) Semblent visés les agréments en cours au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet.

(5) Cf. article 6; c'est du moins ce que le texte, assez confus à cet égard, paraît signifier.

(6) Voir spécialement les b et c.

L'alinéa 2 doit donc être omis en raison de sa contrariété aux normes précitées ainsi qu'à l'article 3 du règlement, qui les rend directement applicables.

La première phrase de l'alinéa 1er doit être omise pour le même motif; ce ne sont en effet pas les "nouvelles demandes" d'agrément qui doivent satisfaire aux normes JAR 145 mais bien les agréments eux-mêmes, en ce sens que les organismes agréés ne peuvent délivrer le "certificat d'approbation de remise en service" nécessaire pour la "mise en vol" de l'appareil si l'agrément dont ils sont titulaires n'est pas un agrément JAR-145.

Il s'ensuit que seuls de tels agréments permettent, depuis le 31 décembre 1994, de se livrer à l'entretien des aéronefs et de leurs éléments.

Article 5.

Les mots "A la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté :", au début de cet article, doivent être omis.

La disposition abrogatoire formant le quatrième paragraphe doit faire l'objet, non d'un paragraphe, mais d'un article distinct; la numérotation de l'article suivant sera adaptée en conséquence.

.../...

L'article 5 doit, compte tenu de ces observations, être rédigé comme suit :

"Art. 5. A l'arrêté ministériel du 16 avril 1971 fixant les conditions d'agrément des services techniques de construction d'aéronefs, de fabrication d'éléments d'aéronefs ou de leur révision et réparation, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° dans l'intitulé, les mots ... (la suite comme à l'article 5, § 1er, du projet);
- 2° dans l'article 1er, les mots ... (la suite comme à l'article 5, § 2, du projet);
- 3° dans l'article 8, les mots ... (la suite comme à l'article 5, § 3, du projet).".

Article 6 nouveau.

Le texte suivant est proposé pour la disposition abrogatoire faisant l'objet de l'article 5, § 4, devenant l'article 6 nouveau :

"Art. 6. L'arrêté ministériel du 16 avril 1971 fixant les conditions d'agrément des services techniques de maintenance des aéronefs est abrogé".

.../...

Article 6 (devenant l'article 7).

Le texte français de cette disposition doit être rédigé comme suit :

"Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au Moniteur belge".

ALGEMENE OPMERKING.

Volgens artikel 3 van verordening (EEG) nr. 3922/91 van de Raad van 16 december 1991 inzake de harmonisatie van technische voorschriften en administratieve procedures op het gebied van de burgerluchtvaart "zijn de gemeenschappelijke technische voorschriften en administratieve procedures die in de Gemeenschap gelden voor de in bijlage II genoemde gebieden, de in die bijlage vermelde overeenkomstige codes die op 1 januari 1992 van kracht zijn" (1).

Tot de in die bijlage opgesomde codes behoort de "JAR 145 Approved Maintenance Organisations", betreffende de goedgekeurde onderhoudsorganisaties; het document waarnaar die code verwijst is bekendgemaakt in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen nr. C 297 van 25 oktober 1994.

De meeste normen die in dat document vervat zitten lijken te moeten worden toegepast zonder dat de nationale autoriteiten ze, om de uitvoering ervan mogelijk te maken, behoeven aan te vullen met voorschriften die aan hun beoordeling worden overgelaten en bestemd zijn om alleen binnen de grenzen van hun soevereiniteit te worden toegepast; aangezien de toepassing van die normen door een verordening verplicht is gesteld, zijn ze rechtstreeks

(1) Dat artikel laat echter ruimte voor de toepassing van artikel 11, dat de procedure vaststelt volgens welke de Gemeenschap de ingevolge de wetenschappelijke en technische vooruitgang vereiste wijzigingen in die voorschriften en procedures kan aanbrengen.

toepasselijk krachtens artikel 189, tweede alinea, van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, worden ze opgevat als complete maatregelen en dan ook in de interne rechtsorde opgenomen zonder dat ze daar op enigerlei wijze kunnen worden aanvaard of dat daaromtrent bepalingen van algemene draagwijdte kunnen worden uitgevaardigd die er de uitvoering van behoren te waarborgen.

Zulks is echter niet het geval met alle voorschriften van JAR 145; sommige ervan zijn zodanig geformuleerd dat ze zo begrepen kunnen worden dat ze de nationale autoriteiten de zorg laten om aan hun beoordeling overgelaten aanvullende voorschriften uit te vaardigen (1).

-
- (1) JAR 145.5 maakt aldus gewag van door de autoriteit goedgekeurde goedkeuringsprocedures, van een "voor de autoriteit aanvaardbare procedure", en van de overeenstemming met een "goedgekeurde norm", JAR 145.15 van een "door de autoriteit voorgeschreven" formulier en wijze; van "door de autoriteit voorgeschreven heffingen" JAR 145.30 van "voor de autoriteit aanvaardbare" procedure, norm, opleiding en verantwoordelijke personen; JAR 145.40, b, van "voor de autoriteit aanvaardbare normen"; JAR 145.45, b, van een "voor de autoriteit aanvaardbare procedure"; JAR 145.55, a, van het vastleggen van het uitgevoerde werk "in een voor de autoriteit aanvaardbare vorm"; JAR 145.60, b, van "een formulier en een wijze als voorgeschreven door de autoriteit"; JAR 145.65 van "voor de autoriteit aanvaardbare" procedures en systemen; JAR 145.75, c, van "voorwaarden zoals beschreven in een voor de autoriteit aanvaardbare procedure", en 145.85, b, maakt het de autoriteit mogelijk de voorwaarden voor te schrijven waaronder de JAR-145 erkende onderhoudsorganisatie in de bedoelde omstandigheden haar activiteiten mag voortzetten of te beslissen dat de erkenning behoort te worden opgeschort.

.../...

De afdeling wetgeving beschikt nochtans niet over de gegevens die het mogelijk zouden maken om vast te stellen, ten eerste, wat de aanvullende voorschriften zijn die reeds zijn vastgesteld door de "Joint Aviation Authorities" (J.A.A.);

ten tweede, of zulke voorschriften wel degelijk "gemeenschappelijke technische voorschriften en administratieve procedures" zijn in de zin van artikel 3 van de voornoemde verordening;

en, ten slotte, wat de aanvullende voorschriften zijn die door de Belgische autoriteiten zouden moeten worden uitgewerkt.

De afdeling wetgeving is dan ook niet in staat om na te gaan of het ontwerp van besluit dat haar is voorgelegd niet ten dele overbodig is, of zelfs tegenstrijdig is met de aanvullende voorschriften die reeds door de J.A.A. zouden zijn vastgesteld. Zij is evenmin in staat om na te gaan of het ontwerp alle maatregelen van intern recht bevat die de nationale overheid bij de huidige stand van zaken dient uit te werken om ervoor te zorgen dat de normen die door de verordening in de Lid-Staten rechtstreeks van toepassing worden gemaakt, worden toegepast.

Gelet op wat voorafgaat, is het de Raad van State evenmin mogelijk zich uit te spreken over de vraag of alle normen die de Belgische overheid behoort uit te vaardigen, in de vorm van een ministerieel besluit kunnen worden uitgevaardigd.

.../...

Het onderzoek van het ontwerp geschiedt dan ook onder voorbehoud van deze algemene opmerking.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

Opschrift.

Het opschrift behoort eenvoudiger als volgt te worden gesteld :

"Ministerieel besluit inzake de erkenning van de technische diensten voor onderhoud van luchtvaartuigen volgens de gemeenschappelijke referentienormen JAR 145".

Aanhef.

Eerste lid.

Het eerste lid dient als volgt te worden gesteld :

"Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, ondertekend te Rome op 25 maart 1957 en goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op artikel 84, lid 2, gewijzigd bij de Europese Akte van 17 en 28 februari 1986, goedgekeurd bij de wet van 7 augustus 1986;"

.../...

Vierde lid.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat dit lid als volgt behoort te worden gesteld :

"Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1954 tot regeling der luchtvaart, inzonderheid op de artikelen 20, § 2, 21, derde lid, en 22, § 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 april 1971;"

Vijfde lid.

In de Nederlandse tekst vervange men, in fine, de woorden "deze revisie" door de woorden "dezer revisie".

Bepalend gedeelte.Artikelen 1 en 3.

1. De artikelen 20, § 2, vierde lid, en 22, § 2, derde lid, van het koninklijk besluit van 15 maart 1954 tot regeling der luchtvaart luiden als volgt :

"De Minister of zijn gemachtigde verleent de erkenning. Zij wordt door hem onder opgaaf van redenen geweigerd, geschorst, ingetrokken of beperkt."

.../...

Het is niet raadzaam die regels te herhalen in het ministerieel besluit dat ertoe strekt de voorwaarden voor de erkenning van de onderhoudsorganisaties te bepalen.

Het ministerieel besluit zou daarentegen, zoals de voormelde bepalingen mogelijk maken, de noodzakelijke opdrachten moeten verlenen van de bevoegdheden die uitgeoefend behoren te worden in het raam van de administratieve procedures JAR 145, en eventueel de categorieën personeelsleden aanwijzen die dienen te zorgen voor de controles die de toepassing van de verordening noodzakelijkerwijze met zich brengt.

Hoewel het immers gepast lijkt dat de erkenning door de minister zelf wordt verleend, geschorst, ingetrokken of beperkt, zou het daarentegen niet gepast zijn dat de minister behoort op te treden voor inzonderheid alle goedkeuringen waarin door de JAR 145-procedures is voorzien.

De verdeling van de bevoegdheden die bij de uitvoering van die procedures worden uitgeoefend, kan alleen worden geregeld bij het ministerieel besluit, dat in dat opzicht leemten vertoont; de artikelen 1 en 3 behoren bijgevolg grondig te worden herzien; daarbij verdient het aanbeveling formuleringen te voorkomen die zo kunnen worden verstaan dat zij aan de minister en aan sommige van zijn ondergeschikten concurrerende bevoegdheden opdragen.

.../...

2. Volgens artikel 1 dient een onderhoudsorganisatie die erkend wil worden en erkend wil blijven, te voldoen "aan de vereisten van het reglement JAR 145 en van de circulaires tot toepassing ervan (goedgekeurde onderhoudsorganisaties)".

De regel dat de voorwaarden voor erkenning overeenstemmen met de "gemeenschappelijke technische voorschriften en administratieve procedures" waarnaar wordt verwezen onder code JAR 145, vloeit voort uit de voormelde verordening nr. 3922/91, waarvan de rechtstreeks toepasselijke bepalingen zelfs niet in een nationale regeling mogen worden herhaald, aangezien zij eenvormige communautaire regels zijn.

De ontworpen tekst dient zich er dan ook toe te bepalen de aanvullende nationale maatregelen vast te leggen die noodzakelijk zijn voor de effectieve uitvoering in de interne rechtsorde van de voorschriften en procedures die er rechtstreeks toepasselijk zijn krachtens artikel 3 van de voormelde verordening. Zoals in de algemene opmerking is gezegd, beschikt de afdeling wetgeving niet over de gegevens waardoor zij zou kunnen oordelen welke nationale maatregelen aldus dienen te worden uitgevaardigd.

Artikel 2.

1. Wat de eerste zin betreft, wordt verwezen naar de algemene opmerking.

.../...

2. De tweede zin, die betrekking heeft op de erkenning door de Belgische overheid van certificaten afgegeven door de autoriteiten van andere Lid-Staten van de Europese Unie of in andere Staten die door internationale akkoorden gebonden zijn aan de gemeenschappelijke normen en procedures van JAR 145, is overbodig, aangezien die kwestie geregeld is door artikel 7 van de voormelde verordening nr. 3922/91, wat de eerstgenoemden betreft, en door norm JAR 145.10 voor de laatstgenoemden. Die tweede zin behoort dan ook te vervallen.

Artikel 4.

Het tweede lid voorziet in de mogelijkheid om een verlenging (1) te krijgen van de erkenning (2), afgegeven onder de voorwaarden gesteld door het ministerieel besluit van 16 april 1971 tot vaststelling van de eisen inzake erkenning van de technische diensten voor onderhoud van luchtvaartuigen, tot opheffing waarvan artikel 5, § 4, van het ontwerp strekt, op voorwaarde dat een verzoek in die zin wordt ingediend voordat het ontworpen besluit in werking treedt (3); die verlenging zou worden toegestaan onder dezelfde voorwaarden, dit wil zeggen onder die voorwaarden die zijn vastgesteld door het voormeld ministerieel besluit.

(1) De duur van de verlenging wordt niet nader bepaald.

(2) Blijkbaar worden de erkenningen bedoeld die van kracht zijn bij de inwerkingtreding van het ontworpen besluit.

(3) Cf. artikel 6; dat lijkt de tekst, die in dat opzicht vrij verward is gesteld, althans te betekenen.

Zulk een mogelijkheid is onbestaanbaar met de voorschriften van JAR 145.3 (1), waaruit blijkt dat alle organisaties belast met het onderhoud van luchtvaartuigen of onderdelen ervan, uiterlijk op 31 december 1994 aan JAR 145.1 dienen te voldoen, wat inhoudt dat ze geen "certificaat van geschiktheid voor gebruik", dat voor het vliegen vereist is, mogen afgeven tenzij ze erkend zijn in overeenstemming met JAR-145, of geaccepteerd zijn in overeenstemming met JAR 145.10, d of f.

Het tweede lid behoort dan ook te vervallen doordat het zich evenmin verdraagt met de voormelde normen als met artikel 3 van de verordening, dat die normen rechtstreeks toepasselijk maakt.

De eerste zin van het eerste lid dient om dezelfde reden te vervallen; het zijn immers niet de "nieuwe aanvragen" om erkenning, maar wel de erkenningen zelf die aan de normen van JAR 145 dienen te voldoen, in die zin dat de erkende organisaties het "certificaat van geschiktheid voor gebruik", dat noodzakelijk is voor het "vliegen met een vliegtuig", niet mogen afgeven als de erkenning waarover zij beschikken geen JAR 145-erkenning is.

Daaruit volgt dat het onderhoud van luchtvaartuigen en van de onderdelen ervan sedert 31 december 1994 alleen op basis van zulke erkenningen kan geschieden.

(1) Zie inzonderheid b en c.

Artikel 5.

Vooraan in dit artikel dienen de woorden "Op de datum van inwerkingtreding van dit besluit" te vervallen.

De opheffingsbepaling die paragraaf 4 vormt, mag niet in de vorm van een paragraaf worden gegoten, maar dient een afzonderlijk artikel te vormen; de nummering van het volgende artikel dient dienovereenkomstig te worden aangepast.

Gelet op die opmerkingen, behoort artikel 5 als volgt te worden gesteld :

"Art. 5. Het ministerieel besluit van 16 april 1971 tot vaststelling van de eisen inzake erkenning van de technische diensten voor de bouw van luchtvaartuigen, de fabricage van onderdelen van luchtvaartuigen of voor dezer revisie en herstelling, wordt gewijzigd als volgt :

- 1° in het opschrift worden de woorden "of voor dezer revisie en herstelling" geschrapt, en wordt het woord "en" ingevoegd tussen de woorden "luchtvaartuigen" en "de fabricage";
- 2° in artikel 1 worden de woorden "en voor dezer revisie en herstelling" geschrapt;
- 3° in artikel 8 worden de woorden "of voor dezer revisie en herstelling" geschrapt".

.../...

Artikel 6 (nieuw).

De volgende tekst wordt voorgesteld voor de opheffingsbepaling die vervat zit in artikel 5, § 4, dat artikel 6 (nieuw) wordt :

"Art. 6. Het ministerieel besluit van 16 april 1971 tot vaststelling van de eisen inzake erkenning van de technische diensten voor onderhoud van luchtvaartuigen, wordt opgeheven".

Artikel 6 (dat artikel 7 wordt).

De Franse tekst van deze bepaling behoort als volgt te worden gesteld :

"Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au Moniteur belge".

VG.

- 24 -

L. 24.080/9.

La chambre était composée de :

Messieurs R. ANDERSEN,
de Heren

Y. BOUCQUEY,
P. LIENARDY,

F. DELPEREE,
J.-M. FAVRESSE,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

De kamer was samengesteld uit :

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, auditeur. La note du bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. QUINTIN, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, Auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. QUINTIN, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

R. ANDERSEN.

.../...